

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 28 janvier 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'amendement du Gouvernement au projet de loi "créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié", a donné le 4 février 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 januari 1994 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van amendement van de Regering op het ontwerp van wet "tot oprichting van een wachtregister voor de vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die de erkenning als vluchteling aanvragen", heeft op 4 februari 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est :

"motivée par l'intention de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, de commencer la discussion de ce projet de loi dans le courant de la semaine du 31 janvier 1994".

*

* *

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

* *

Observations générales.

1. Les remarques qui suivent sont le fruit d'un examen qui trouve ses limites, d'une part, dans l'urgence

.../...

réclamée pour le traitement du dossier et, d'autre part, dans l'absence de délégué du ministre pouvant expliquer les intentions des auteurs du projet.

*

* *

Premier amendement.

2. La justification du premier amendement manque de clarté :

"Le paragraphe 5 de l'article 2 de la loi du 2 avril 1965 étant modifié par le nouvel article 12 (1), l'introduction du registre d'attente a été intégrée dans le nouveau texte de l'article 2, § 5".

On observera que le texte amendé ne vise pas expressément le registre d'attente et que la version initiale de l'article 11 du projet avait déjà pour objectif déclaré la volonté de "tenir compte (...) de la création du registre d'attente" (2).

(1) Le "nouvel article 12" n'a pas été transmis au Conseil d'Etat.

(2) Exposé des motifs, Doc. Chambre 93/94, n° 1281/1, page 14.

Si l'on comprend bien la portée de l'article 11 du projet, l'intention est de déterminer le centre compétent pour accorder l'aide sociale en se fondant uniquement sur la résidence administrative du demandeur d'asile, à l'exclusion donc de la résidence effective qui est également renseignée par le registre d'attente.

La rédaction de ce texte se concilie mal avec l'article 1er, 2o, de loi du 19 juillet 1991, qui, tel qu'il est modifié par l'article 1er du projet, ne prévoit qu'une seule inscription au lieu où les demandeurs d'asile "ont établi leur résidence principale". Le même problème de conciliation apparaît entre l'article 1er du projet et l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 qui prévoit que le ministre compétent "peut déterminer le lieu où sont inscrits" certains demandeurs d'asile.

Certes, selon l'exposé des motifs du projet (1), l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, loin d'être abrogé implicitement par les normes en projet, doit être appliqué de concert avec l'article 1er de la loi du 19 juillet 1991, de sorte qu'il y aura deux inscriptions au registre d'attente, l'une mentionnant la "résidence principale", l'autre la "résidence administrative", les deux pouvant différer.

Le projet, dans son ensemble, doit toutefois être revu afin d'exprimer clairement une telle règle tout à fait exorbitante du droit commun et afin de définir toutes les conséquences s'attachant à la fixation d'une résidence

(1) Ibid. pages 2 et 3.

administrative dans les domaines autres que celui de l'aide sociale s'il en est (1). En tout état de cause, il convient de signaler que, compte tenu de ce qui précède, l'expression utilisée par l'amendement "lorsque plusieurs communes sont mentionnées dans l'inscription d'un candidat réfugié" est ambiguë et gagnerait à être précisée (2).

3. D'une façon plus générale, il convient que le projet soit revu afin de clarifier les relations entre la loi du 15 décembre 1980 et celle du 19 juillet 1991 ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis du 10 novembre 1993 (3).

S'agissant en particulier de la discordance existant entre l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991 (4), d'une part, et l'article 69 de la loi du 15 décembre 1980 (5), d'autre part, l'exposé des motifs du projet de loi répond que :

-
- (1) L'existence d'autres conséquences semble découler de l'exposé des motifs : "la possibilité de fixer la résidence administrative du demandeur d'asile, à savoir notamment la commune où il pourra bénéficier d'une aide sociale".
 - (2) En précisant, entre autres, à quel titre les communes sont mentionnées dans le registre, de quel registre il s'agit, etc.
 - (3) Doc. Chambre 93/94, n° 1281/1, pages 23 et 24.
 - (4) Prévoyant un recours préalable au ministre de l'Intérieur.
 - (5) Prévoyant un recours direct au Conseil d'Etat.

.../...

"Comme c'est actuellement le cas pour les autres litiges qui peuvent opposer l'étranger à l'administration, le demandeur d'asile dispose effectivement d'un choix entre les deux procédures qui dès lors coexistent : il peut ou bien s'adresser au Ministre de l'Intérieur conformément à l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, ou bien introduire directement auprès du Conseil d'Etat, un recours en annulation contre le refus d'inscription décidé à son encontre par le collège échevinal de la commune de sa résidence."

Cette réponse est inexacte sur deux points :

- a) actuellement, les étrangers, dont les demandeurs d'asile, qui sont autorisés ou admis à séjourner plus de trois mois dans le royaume et qui, partant, sont inscrits au registre des étrangers, ne sont pas visés par l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991, laquelle, aux termes de son article 1er, s'applique exclusivement aux registres de la population mentionnant l'inscription des Belges ainsi que des étrangers admis ou autorisés à s'établir dans le royaume;
- b) le recours au ministre de l'Intérieur en cas de difficulté ou de contestation en matière de résidence principale, est considéré par la jurisprudence comme un recours préalable obligatoire - excluant donc la saisine directe du Conseil d'Etat (1).

(1) Arrêts Conseil d'Etat, C.P.A.S. SAINT-TROND, n° 24.300, du 3 mai 1984 ; C.P.A.S. WELKENRAEDT, n° 24.412, du 25 mai 1984, et VANDEN BOER, n° 42.700, du 27 avril 1993.

Si l'intention du législateur était de modifier la nature de ce recours en en faisant un recours facultatif, il serait indispensable de modifier l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991 en vue de l'indiquer explicitement, en sachant qu'il n'y a pas de raison de ne pas rendre cette modification applicable à tous les litiges en ce compris ceux qui opposent à l'administration des Belges ou des étrangers admis ou autorisés à s'établir en Belgique.

*

*

*

Deuxième amendement.

4. Le deuxième amendement qui est soumis à l'avis de la section de législation tend à compléter l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 en vue d'apporter une dérogation à la règle qui est contenue dans le paragraphe 1er, 2°, de cet article et qui prévoit que sont à la charge de l'Etat, les "frais de l'assistance" accordée à un indigent qui ne possède pas la nationalité belge, et ce jusqu'au jour de son inscription au registre de la population.

.../...

Aux termes de l'article 11, § 2, de la même loi, les frais à la charge de l'Etat en vertu de l'article 5 ne sont remboursables que dans les limites fixées par le ministre qui a "l'assistance publique" dans ses attributions. Ces limites ont été fixées par l'arrêté ministériel du 20 mai 1983, modifié notamment par celui du 13 juin 1989.

La dérogation que prévoit l'amendement consiste à limiter le remboursement de l'Etat à 50 % de l'aide sociale accordée dans les limites fixées en vertu de l'article 11, § 2, précité, lorsque le centre public d'aide sociale secourt un demandeur d'asile qui ne réside pas sur le territoire de la commune déterminée en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 ni au registre des étrangers de laquelle il est inscrit, à moins que "la commune" fasse "la preuve qu'elle a proposé sur son territoire un logement public ou privé décent (1) et adapté aux moyens du candidat réfugié politique".

Tel qu'il est rédigé l'amendement vise à pénaliser le centre public d'aide sociale qui est compétent pour accorder l'aide sociale due à un demandeur d'asile ne résidant pas dans la commune déterminée par l'inscription au registre d'attente ou au registre des étrangers lorsque la commune n'a pas proposé un logement décent à l'intéressé. En revanche, l'amendement ne concerne pas le remboursement des frais médicaux, lequel est réglé non par l'article 5 mais par l'article 4 de la loi du 2 avril 1965 : dès lors que le demandeur d'asile est inscrit au registre d'attente, il ne

(1) Le mot "décent" du texte français doit être rendu dans le texte néerlandais par le mot "behoorlijke".

dispose pas d'un domicile de secours qui est déterminé par l'inscription dans le registre de la population, de sorte que le remboursement de l'Etat couvre toute la dépense dans les limites de l'article 11, § 1er, de la même loi; si le demandeur d'asile est inscrit au registre des étrangers, il n'y aura plus de remboursement puisqu'en vertu de l'article 6 du projet, ce registre est considéré comme faisant désormais partie intégrante du registre de la population (1).

L'amendement est de nature à engendrer plusieurs problèmes :

a) Il prévoit une dérogation à l'article 5, § 1er, 2°, de la loi du 2 avril 1965 lorsque le demandeur d'asile ne réside pas sur le territoire de la commune dans le registre des étrangers de laquelle il est inscrit alors que cette disposition législative n'est applicable que jusqu'au jour de l'inscription au registre de la population, lequel, en vertu de l'article 6 du projet, englobe le registre des étrangers. Le texte est ici dénué de sens puisque dans pareil cas, il n'y a pas matière à remboursement de l'Etat.

A nouveau, il faut préciser que la solution est différente si on limite l'assimilation opérée par l'article 6 du projet à la seule application de la loi du 19 juillet 1991 à l'exclusion de celle de la loi du 2 avril 1965,

(1) Sauf à considérer que l'assimilation opérée par l'article 6 du projet ne vaut que pour l'application de la loi du 19 juillet 1991, à l'exclusion de celle du 2 avril 1965 ; ici aussi le texte gagnerait à être précisé afin d'éviter les difficultés d'interprétation.

alors même que la première est le texte de base en matière de registres de la population. Si cette interprétation correspond néanmoins à l'intention des auteurs du projet, il est indispensable de préciser en ce sens le texte du projet.

b) Il est paradoxal d'infliger une pénalité au centre public d'aide sociale alors que l'obligation correspondante ainsi que la preuve de l'exécution de cette obligation sont mises à la charge de la commune. Cette obligation devrait être mise à charge du centre public d'aide sociale.

c) L'amendement ne limite pas son application au centre public d'aide sociale qui est compétent pour secourir une personne en raison de la résidence administrative renseignée par le registre d'attente à la suite d'une décision prise en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980.

D'autres centres publics d'aide sociale peuvent être amenés à secourir un demandeur d'asile inscrit au registre des étrangers ou au registre d'attente. L'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965, comme l'article 11 du projet, dérogent, en effet, uniquement à l'article 1er, 1°, de la même loi et non à d'autres dispositions législatives qui prévoient des règles spéciales de compétence; ainsi en va-t-il, par exemple, de l'article 57bis, de l'article 58 ou encore de l'article 63 de la loi du 8 juillet 1976. Il n'y a évidemment aucun sens à appliquer à de tels cas la règle proposée par l'amendement; on peut même se demander si, compte tenu de leur champ d'application respectif, il n'y a

.../...

pas une véritable incompatibilité entre le projet et l'article 57bis de la loi du 8 juillet 1976 quant à la détermination du centre compétent.

D'une manière plus générale, se pose également la question de savoir si le projet amendé ne crée pas une discrimination difficilement justifiable au détriment des demandeurs d'asile dont la résidence principale ne coïncide pas avec la "résidence administrative" et peut même en être fort éloignée. A la différence des catégories qui sont énumérées par l'article 2, §§ 1er et 2, de la loi du 2 avril 1965 (1), ils ne pourront pas bénéficier de l'application de l'article 3 de la même loi qui, en cas d'urgence ou de carence du centre compétent, met sur pied un mécanisme de substitution faisant intervenir le centre public d'aide sociale desservant la commune où l'intéressé se trouve.

5. La rédaction de l'article 5, § 3, de la loi du 2 avril 1965, modifié par l'amendement à l'examen paraît défectueuse dès lors que l'application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, contrairement à l'article 18bis de cette dernière loi, n'aboutit pas à dispenser certaines communes de l'obligation d'accueillir la résidence administrative de nouveaux demandeurs d'asile. Si l'emploi des "critères de répartition" aboutit à désigner une ou plusieurs communes appelées à recueillir "administrativement" un contingent de demandeurs d'asile, il s'agit là d'une situation provisoire qui est normalement appelée à se

(1) Les paragraphes 3 et 4 contiennent, l'un, des dispositions d'ordre purement technique, l'autre, une règle qui a trait à une situation tout à fait spéciale.

modifier en permanence. A tout le moins le législateur devrait-il préciser à quel moment il convient de se placer pour procéder à la répartition du montant remboursable entre les centres publics d'aide sociale concernés.

*

* *

Quatrième amendement.

Cet amendement n'appelle pas d'observations.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"motivée par l'intention de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, de commencer la discussion de ce projet de loi dans le courant de la semaine du 31 janvier 1994".

*

* *

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

* *

Algemene opmerkingen.

1. De navolgende opmerkingen zijn het resultaat van een onderzoek dat beperkt is, enerzijds doordat voor het behandelen van het dossier de dringende noodzakelijkheid is aangevoerd, en anderzijds, doordat er geen gemachtigde van

.../...

de minister is die de bedoelingen van de stellers van het ontwerp kan uitleggen.

*

* *

Eerste amendement.

2. Het eerste amendement is niet duidelijk gerechtvaardigd :

"De 5e paragraaf van artikel 2 van de wet van 2 april 1965, aangepast door het nieuwe artikel 12 (1), introduceerde het wachtregister dat nu wordt geïntegreerd in de nieuwe tekst van artikel 2, paragraaf 5".

Er zij op gewezen dat de gewijzigde tekst niet uitdrukkelijk verwijst naar het wachtregister en dat de oorspronkelijke versie van artikel 11 van het ontwerp reeds uitdrukkelijk tot doel had "rekening (te houden) met de oprichting van het wachtregister (2)".

Als men de strekking van artikel 11 van het ontwerp goed begrijpt, ligt het in de bedoeling te bepalen welk centrum bevoegd is voor de maatschappelijke dienstverlening, alleen steunend op de administratieve verblijfplaats van de asielzoeker, dus met uitsluiting van de werkelijke verblijfplaats, die eveneens in het wachtregister wordt vermeld.

(1) Het "nieuwe artikel 12" is niet toegezonden aan de Raad van State.

(2) Memorie van toelichting, Gedr. St., Kamer 93/94, nr. 1281/1, blz. 14.

De redactie van deze tekst valt moeilijk te rijmen met artikel 1, 2°, van de wet van 19 juli 1991, dat, zoals het wordt gewijzigd bij artikel 1 van het ontwerp, slechts voorziet in één enkele inschrijving op de plaats waar de asielzoekers "hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben". Hetzelfde probleem rijst voor artikel 1 van het ontwerp, dat moeilijk te rijmen valt met artikel 54 van de wet van 15 december 1980, waarin wordt bepaald dat de bevoegde minister "de plaats (kan) bepalen waar (bepaalde asielzoekers) worden ingeschreven".

Volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp (1) moet artikel 54 van de wet van 15 december 1980, dat geenszins impliciet wordt opgeheven door de ontworpen rechtsregels, weliswaar worden toegepast samen met artikel 1 van de wet van 19 juli 1991, zodat er twee inschrijvingen in het wachtregister zullen zijn : de ene vermeldt de "hoofdverblijfplaats", de andere "de administratieve verblijfplaats", en beide kunnen van elkaar verschillen.

Geheel het ontwerp moet evenwel worden herzien om duidelijk uitdrukking te geven aan zulk een regel die totaal afwijkt van het gemeen recht en om alle gevolgen te omschrijven die het vaststellen van een administratieve verblijfplaats heeft op andere mogelijke gebieden dan op het gebied van de maatschappelijke dienstverlening (2). Er dient hoe dan ook te worden opgemerkt dat de in het amende-

(1) Ibid. blz. 2 en 3.

(2) Het bestaan van andere gevolgen lijkt voort te vloeien uit de memorie van toelichting : "de mogelijkheid om de administratieve verblijfplaats van de asielzoeker vast te stellen, dit wil zeggen inzonderheid de gemeente waar hij sociale hulp zal kunnen genieten".

ment gebruikte uitdrukking "wanneer verschillende gemeenten vermeld zijn in de inschrijving van een kandidaatvluchteling" gelet op het vorenstaande dubbelzinnig is en zou moeten worden verduidelijkt (1).

3. Meer algemeen gesteld dient het ontwerp te worden herzien om, zoals de Raad van State erop heeft gewezen in zijn advies van 10 november 1993 (2), het verband tussen de wet van 15 december 1980 en die van 19 juli 1991 duidelijker te maken.

In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp wordt in het bijzonder in verband met de discrepantie tussen artikel 8 van de wet van 19 juli 1991 (3) enerzijds, en artikel 69 van de wet van 15 december 1980 (4) anderzijds, het volgende gesteld :

"Zoals dat momenteel het geval is voor de andere geschillen die de vreemdeling tegenover de administratie kunnen stellen, kan de asielzoeker inderdaad kiezen tussen de twee procedures die dan ook naast elkaar bestaan : hij kan zich ofwel tot de Minister van Binnenlandse Zaken richten overeenkomstig artikel 8 van

(1) Door onder meer duidelijk te maken op welke grond de gemeenten in het register worden vermeld, om welk register het gaat, enz.

(2) Gedr. St., Kamer 93/94, nr. 1281/1, blz. 23 en 24.

(3) Waarin wordt voorzien in een voorafgaand beroep bij de Minister van Binnenlandse Zaken.

(4) Waarin wordt voorzien in een rechtstreeks beroep bij de Raad van State.

de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten, ofwel rechtstreeks bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring instellen tegen de weigering tot inschrijving waartoe het schepencollege van zijn verblijfgemeente tegen hem heeft besloten".

Die stelling is op twee punten verkeerd :

- a) de vreemdelingen, onder wie de asielzoekers die toegelaten of gemachtigd zijn tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk en die bijgevolg zijn ingeschreven in het vreemdelingenregister, vallen thans niet onder artikel 8 van de wet van 19 juli 1991, die luidens artikel 1 ervan uitsluitend van toepassing is op het bevolkingsregister waarin de Belgen zijn ingeschreven alsmede de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen;
- b) het beroep bij de Minister van Binnenlandse Zaken, in geval van moeilijkheden of betwistingen in verband met het hoofdverblijf, wordt in de rechtspraak beschouwd als een verplicht voorafgaand beroep - dit sluit dus rechtstreeks beroep bij de Raad van State uit (1).

Als het de bedoeling van de wetgever is de aard van dat beroep te wijzigen door er een facultatief beroep van te maken, zou het onontbeerlijk zijn artikel 8 van de wet van

(1) Arresten Raad van State, O.C.M.W. SINT-TRUIDEN, nr. 24.300, van 3 mei 1984; O.C.M.W. WELKENRAEDT, nr. 24.412, van 25 mei 1984, en VANDEN BOER, nr. 42.700, van 27 april 1993.

19 juli 1991 te wijzigen om dit uitdrukkelijk te vermelden, met dien verstande dat er geen reden is om die wijziging niet toepasselijk te verklaren op alle geschillen met inbegrip van die tussen het overheidsbestuur en Belgen of vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in België te vestigen.

*

* *

Tweede amendement.

4. Het tweede amendement dat om advies aan de afdeling wetgeving wordt voorgelegd, strekt ertoe artikel 5 van de wet van 2 april 1965 aan te vullen met een afwijking van de regel die vervat zit in paragraaf 1, 2°, van dat artikel en die bepaalt dat ten laste van de Staat zijn "de kosten van de bijstand" verleend aan een behoeftige, die de Belgische nationaliteit niet bezit, en dit tot de dag van zijn inschrijving in het bevolkingsregister.

Naar luid van artikel 11, § 2, van dezelfde wet, zijn de kosten die krachtens artikel 5 ten laste van de Staat vallen, slechts terugbetaalbaar binnen de grenzen vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid "de openbare onderstand" behoort. Deze grenzen zijn vastgesteld bij het ministerieel besluit van 20 mei 1983, inzonderheid gewijzigd bij dat van 13 juni 1989.

.../...

De afwijking waarin het amendement voorziet bestaat erin de terugbetaling, door de Staat, van de maatschappelijke dienstverlening toegekend binnen de perken bepaald krachtens voormeld artikel 11, § 2, tot 50 % te beperken als het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een asielzoeker helpt die niet verblijft op het grondgebied van de gemeente bepaald krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 en evenmin ingeschreven is in diens vreemdelingenregister tenzij "de gemeente kan bewijzen dat zij aan de vluchteling op haar grondgebied een behoorlijke (1) woongelegenheid, privé of publiek, heeft aangeboden, aangepast aan het inkomen van de kandidaat-politieke vluchteling".

Zoals het amendement is gesteld, voorziet het in een straf voor het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat bevoegd is voor de maatschappelijke dienstverlening die verschuldigd is aan een asielzoeker die niet verblijft in de gemeente bepaald door de inschrijving in het wachtregister of in het vreemdelingenregister, als de gemeente de betrokkene geen behoorlijke woongelegenheid heeft voorgesteld. Het amendement heeft daarentegen geen betrekking op de terugbetaling van de medische kosten, die niet door artikel 5, maar door artikel 4 van de wet van 2 april 1965 is geregeld; aangezien de asielzoeker ingeschreven wordt in het wachtregister, beschikt hij niet over een onderstandsdomicilie, dat afhankelijk is van de inschrijving in het bevolkingsregister, zodat de terugbetaling

(1) Het woord "décent" van de Franse tekst zou moeten worden weergegeven door het woord "behoorlijke" in de Nederlandse tekst.

door de Staat alle kosten omvat binnen de perken van artikel 11, § 1, van dezelfde wet; als de asielzoeker ingeschreven is in het vreemdelingenregister, is er geen terugbetaling meer, aangezien dat register, krachtens artikel 6 van het ontwerp, geacht wordt voortaan noodzakelijk deel uit te maken van het bevolkingsregister (1).

Het amendement zal verscheidene problemen meebrengen :

a) Het voorziet in een afwijking van artikel 5, § 1, 2°, van de wet van 2 april 1965 als de asielzoeker niet verblijft op het grondgebied van de gemeente in het vreemdelingenregister waarvan hij is ingeschreven, hoewel die wetsbepaling slechts van toepassing is tot op de dag van de inschrijving in het bevolkingsregister, dat, krachtens artikel 6 van het ontwerp, het vreemdelingenregister omvat. De tekst heeft hier geen zin omdat in zulk een geval er geen aanleiding is tot terugbetaling door de Staat.

Ook hier moet worden gesteld dat de oplossing verschillend is als men de door artikel 6 van het ontwerp doorgevoerde gelijkschakeling beperkt tot de loutere toepassing van de wet van 19 juli 1991, met uitsluiting van die van de wet van 2 april 1965, terwijl eerstgenoemde wet een basistekst inzake bevolkingsregisters is. Als deze

(1) Behalve in de veronderstelling dat de gelijkschakeling, die door artikel 6 van het ontwerp wordt doorgevoerd, alleen geldt voor de toepassing van de wet van 19 juli 1991, en niet van die van 2 april 1965; ook hier zouden verduidelijkingen om moeilijkheden bij de interpretatie te voorkomen, de tekst ten goede komen.

interpretatie toch overeenstemt met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, is het onontbeerlijk de tekst van het ontwerp in die zin aan te passen.

b) Het is paradoxaal een straf op te leggen aan een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als zowel de overeenstemmende verplichting als het bewijs van het nakomen van deze verplichting aan de gemeente worden opgelegd. Deze verplichting zou aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn moeten worden opgedragen.

c) Het amendement beperkt zijn toepassing niet tot het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, dat bevoegd is om bijstand te verlenen aan een persoon wegens de administratieve verblijfplaats die voorkomt in het wachtregister ten gevolge van een beslissing getroffen krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980.

Andere openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen ertoe gebracht worden bijstand te verlenen aan een asielzoeker die ingeschreven is in het vreemdelingenregister of het wachtregister. Evenals artikel 11 van het ontwerp, houdt artikel 2, § 5, van de wet van 2 april 1965 immers alleen een afwijking in van artikel 1, 1°, van diezelfde wet en niet van andere wetsbepalingen die bijzondere bevoegdheidsregelen voorschrijven; dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 57bis, artikel 58 of ook met artikel 63 van de wet van 8 juli 1976. Het heeft uiteraard geen zin de in het amendement voorgestelde regel op zulke gevallen toe te passen; de vraag rijst zelfs of, vanwege hun respectieve werkingssfeer, het ontwerp niet volkomen onverenigbaar is

.../...

met artikel 57bis van de wet van 8 juli 1976 wat het bepalen van het bevoegde centrum betreft.

Meer in het algemeen rijst ook de vraag of het geamendeerde ontwerp geen moeilijk te rechtvaardigen discriminatie inhoudt van de asielzoekers wier hoofdverblijfplaats en "administratieve verblijfplaats" niet samenvallen en soms zelfs ver van elkaar verwijderd zijn. In tegenstelling tot de categorieën opgesomd in artikel 2, §§ 1 en 2, van de wet van 2 april 1965 (1), zullen zij geen aanspraak kunnen maken op de toepassing van artikel 3 van die wet dat, in geval van dringende noodzakelijkheid of als het bevoegde centrum tekort schiet, een vervangmechanisme instelt waardoor het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar de betrokkene zich bevindt, moet optreden.

5. Zoals de tekst van artikel 5, § 3, van de wet van 2 april 1965 door het in onderzoek zijnde amendement wordt gewijzigd, lijkt hij niet te voldoen, aangezien de toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980, in tegenstelling tot artikel 18bis van die wet, er niet toe leidt bepaalde gemeenten vrij te stellen van de verplichting om de administratieve verblijfplaats van nieuwe asielzoekers te aanvaarden. Als het gebruik van de "spreidingscriteria" ertoe leidt een of meer gemeenten aan te wijzen om een contingent asielzoekers "administratief" op te vangen, is

(1) De paragrafen 3 en 4 bevatten respectievelijk bepalingen van louter technische aard en een regel die verband houdt met een heel bijzondere situatie.

dat een tijdelijke toestand die normaal gezien voortdurend moet veranderen. De wetgever zou op zijn minst moeten bepalen op welk moment men zich moet plaatsen om het terugbetaalbaar bedrag te verdelen tussen de betrokkene openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

*

* *

Vierde amendement.

Bij dit amendement behoeven geen opmerkingen te worden gemaakt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.